

**ARRETE N°2021-DD28-OSMS-TS-0030  
portant modification de l'agrément n°98  
délivré à la société de transport sanitaire « ROYANT AMBULANCE »  
sise 114 avenue du Général Leclerc 28100 DREUX  
en ce qui concerne la forme juridique et la gérance**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire**

**VU** le code de la Santé publique et notamment les articles L6311-1 et suivants, R6311-1, R6312-6 et R6313-7 ;

**VU** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

**VU** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Monsieur Laurent HABERT en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire ;

**VU** le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

**VU** la décision N° 2021-DG-DS28-0003 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Denis GELEZ, directeur départemental de l'Agence Régionale de Santé Centre – Val de Loire pour le département d'Eure-et-Loir, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Monsieur Gérald NAULET, adjoint au directeur départemental ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté du 26 janvier 2006 modifié relatif aux conditions de formation de l'auxiliaire ambulancier et au diplôme d'ambulancier ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 juillet 2003 fixant les périodes de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2000 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1987 cité ci-dessous ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 septembre 1988 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1987 cité ci-dessous ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 692 du 3 mai 1996 fixant la liste des entreprises de transports sanitaires ayant bénéficié pour leurs véhicules d'autorisations de mise en service de plein droit ;

**CONSIDERANT** les statuts de la société « ROYANT AMBULANCE » adoptés lors de la transformation de la Société à Responsabilité Limitée (SARL) en Société par Actions Simplifiée (SAS) à compter du 19 octobre 2021 ;

**CONSIDERANT** l'acte en date du 19 octobre 2021 constatant la cession de la totalité des actions de la société « ROYANT AMBULANCE » à la SAS « LL GROUPE », sise 7 rue Condorcet 92140 CLAMART et représentée par Monsieur Frédéric LEFEVRE ;

**CONSIDERANT** le procès-verbal de l'associé unique daté du 19 octobre 2021 par lequel la SAS « LL GROUPE », sise 7 rue Condorcet 92140 CLAMART, constate la cession à son profit de l'ensemble des parts de la SAS « ROYANT AMBULANCE » et nomme Monsieur Frédéric LEFEVRE en qualité de Président ;

**CONSIDERANT** le dossier de demande d'agrément de la société « ROYANT AMBULANCE », déclaré complet le 23 novembre 2021 ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : Il est pris acte de la transformation de la SARL « ROYANT AMBULANCE » en SAS et de la cession de l'ensemble des parts de la SAS « ROYANT AMBULANCE » à la SAS « LL GROUPE ».

**ARTICLE 2** : Il est pris acte que la présidence de la SAS « ROYANT AMBULANCE » est assurée, à compter du 19 octobre 2021, par Monsieur Frédéric LEFEVRE.

**ARTICLE 3** : La SAS « ROYANT AMBULANCE », agréée sous le n°98, est autorisée à exploiter :

- 2 ambulances de catégorie C, type A
- 2 véhicules sanitaires légers

dont l'immatriculation est précisée sur l'attestation relative aux véhicules jointe en annexe au présent arrêté.

**ARTICLE 4** : Les autorisations de mise en service de véhicules sanitaires étant délivrées dans un département dans le cadre d'une offre contingentée au niveau départemental, elles ne peuvent être utilisées pour la satisfaction majoritaire des besoins d'autres départements.

**ARTICLE 5** : Tout transport sanitaire doit être assuré dans le respect des règles énoncées par le code de la santé publique.

**ARTICLE 6** : L'entreprise titulaire de l'agrément est tenue de participer au tour de garde départemental et de se conformer aux dispositions du cahier des charges départemental en vigueur en la matière.

**ARTICLE 7** : L'exploitant est tenu de soumettre les véhicules à un organisme agréé par le ministère des transports en charge du contrôle technique, de répondre à un contrôle convenu ou inopiné de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et, de veiller à la propreté et à la désinfection des matériels et équipements de la cellule sanitaire, notamment après le transport d'un malade contagieux. (Conformément à l'annexe 5-III de l'arrêté du 12 décembre 2017)

**ARTICLE 8** : L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire toute modification apportée aux éléments constitutifs du dossier d'agrément, notamment, toute mise en service de véhicule nouveau, toute mise hors service ou cession à terme ou définitive de véhicule, les modifications concernant les personnels (embauche, cessation d'emploi, diplômes obtenus, contrats de travail ...)

**ARTICLE 9** : Le non-respect, par la société de transports sanitaires, d'une ou plusieurs des dispositions précédemment énoncées sera sanctionné conformément aux dispositions des articles R6312-5 et R6314-2 à R6314-5 du code de la santé publique.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de réception :

- soit d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire – Cité Coligny – 131, rue du faubourg Bannier – BP 74409 – 45044 ORLEANS CEDEX 1 ;
- soit d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le Tribunal Administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CEDEX 1.

**ARTICLE 11** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et le Directeur départemental d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée à :

- Madame la directrice du SAMU d'Eure-et-Loir
- Monsieur le président de l'ATSU 28
- Monsieur le président du Tribunal de Commerce de Chartres (Greffier)
- Monsieur le directeur de la CPAM d'Eure-et-Loir
- Monsieur le directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole d'Eure-et-Loir
- la SAS « ROYANT AMBULANCE »

Fait à Chartres, le **25 NOV. 2021**

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire  
Pour Le Directeur départemental d'Eure-et-Loir  
L'Adjoint au Directeur départemental,

Gérald NAULET

